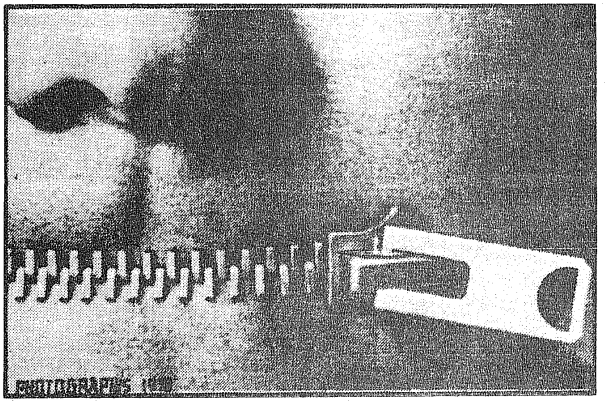
L'autre Chine

Sous le titre "*L'autre Chine ou: le droit de vivre*", la journaliste du L.W. et députée du PCS, Viviane Reding, a présenté Taiwan sur toute une page du LW, en octobre dernier. Elle voulait créer ainsi un pendant aux multiples comptes-rendus de la visite grand-ducale en Chine communiste, car "*comme aveuglés par cette immense somme d'expériences nouvelles*", les commentateurs lui chantaient trop "*les louanges de la Chine et en arriv(ai)ent presque à oublier qu'ils se trouv(ai)ent dans un pays communiste, au régime totalitaire ...*".



De retour d'un voyage fait à l'invitation du gouvernement de la République de Chine (=Taiwan) pour participer avec une délégation de jeunes membre du PCS à un festival de jeunesse, Viviane Reding décrit "*le sourire des Chinois*", leur attachement aux traditions, à la culture chinoise qui se trouve con-

centrée à Taiwan, le miracle économique, la "*paix sociale totale*". L'explication de ce dernier trait étonnant, car "*les salaires sont très bas*" mérite d'être citée:

"*Parce que la pression sur la population est forte, disent les adversaires de Taiwan. A vrai dire, tout au long de mon voyage, je n'ai pas rencontré un seul indice de pression politique. Il est vrai que la propagande anti-communiste est (pour une mentalité européenne) simpliste et possède même quelques relents de facisme. Mais (...) les Taiwanais se trouvent dans une situation politique particulière. Un nain capitaliste, infime territoire libre, est à deux pas d'un géant communiste au régime totalitaire.*"

"*Infime territoire libre*" ... A côté du géant communiste totalitaire il ne peut en être qu'ainsi, et de plus, l'auteur n'a rien vu d'une quelconque "pression politique". Est-ce étonnant? Aux journalistes accompagnant le Grand-Duc en Chine rouge, on n'a pas non plus montré les prisons, et pourtant dans leurs articles ils ont pris leurs distances face aux méthodes politiques répressives connues (cf. article précédent). Viviane Reding aurait pu lire ce qu'elle n'a pas vu de ses propres yeux.

Nous l'avons fait pour elle. Voici quelques extraits d'une brochure concernant Taiwan et du rapport annuel de 1978 publiés par "amnesty international":

Bien qu'il n'existe aucun chiffre officiel concernant les prisonniers politiques à Taiwan - expression récusée par les autorités pour qu'il n'existe que des "rebelles" - a.i. possède une liste de plus de 2oo prisonniers politiques. Des exilés estiment qu'il y en a près de 8ooo. Il s'agit surtout de personnes suspectes de prôner l'indépendance de l'île, de personnes accusées de communisme et de subversion et de quelques fonctionnaires ou hommes politiques victimes de quelques vagues d'épuration dans l'appareil d'Etat. La loi taiwanaise est toujours celle de l'état de guerre avec la Chine continentale, et ainsi toute réunion publique, toute grève ou démonstration, toute brochure et autre moyen de propagande sont interdite par la suspension des droits du citoyen. La plupart des procès sont donc instruits par des tribunaux militaires, de façon secrète, dont les juges sont responsables devant le ministre de la justice. Parfois la torture doit "faciliter" les aveux; les entretiens de prisonniers avec des avocats sont toujours enregistrés sur magnétophone et écoutés par les juges et procureurs. La peine de mort est en vigueur et est pratiquée même pour délits "politiques", bien que ces cas diminuent.

Si ce sont ces moyens-là qu'emploie Taiwan pour "*survivre*", comme dit la journaliste, nous ne pensons pas qu'elle forme un si énorme "*contraste*" vis-à-vis de l'autre Chine, la grande. m.p.

Timor, famine oubliée

Pour intégrer à son empire un petit bout d'île de 15 000 km2 peuplé d'environ 600 000 habitants, l'immense Indonésie n'a pas hésité à livrer à Timor-est (ex-colonie portugaise) une guerre sauvage et sanguinaire. Il est vrai que tous les Timoriens n'étaient pas d'accord pour devenir citoyens indonésiens : le Fretilin (Front timorien de libération nationale) avait proclamé l'indépendance fin 1975 et ses troupes avaient presque aussitôt dû engager le combat contre les troupes de Djakarta qui avaient débarqué à Aili, la capitale, au début de décembre 1975.

Pour briser la résistance populaire, l'Indonésie eut recours au terrorisme et au génocide : destructions de villages, déplacements massifs de population, assassinats à grande échelle : aujourd'hui on estime qu'environ 100 000 personnes (soit le sixième de la population initiale) ont été « liquidées ». Devant cette terreur, une autre partie de la population s'enfuyait et rejoignait les zones contrôlées par le Fretilin et ses forces.

Exodes en tout genre, « regroupements » de populations, « Oradour » par centaines ne pouvaient que ruiner rapidement une économie encore presque entièrement agricole.

Aujourd'hui que l'annexion de Timor-est à l'Indonésie est une chose quasiment acquise (officiellement le territoire est devenu la province de Loro Sae), que la résistance du Fretilin a presque disparu et que les survivants essayent de se refaire une vie normale, la famine a fait son apparition. Les autorités indonésiennes avaient tenté de cacher ce drame — dont elles sont responsables — comme elles interdisaient toute information sur l'île. Mais récemment, le 2 novembre, le ministre indonésien des Affaires étrangères, M. Mochtar, a reconnu les faits et accepté l'aide internationale.

On sait aujourd'hui, grâce à de nombreux témoignages — venant en particulier d'Australie et de quelques associations humanitaires — que la famine torture au moins la moitié de la population, que des centaines de personnes meurent de faim chaque jour et que 50 000 à 80 000 Timoriens sont menacés de mort à brève échéance. « C'est peut-être pire qu'au Cambodge », affirment certains.

Jusqu'à maintenant, l'aide internationale a été très faible : ignorance du monde extérieur et mauvaise volonté indonésienne se conjuguaient. Seule l'Australie a pu accorder une aide alimentaire un peu substantielle. Mais si rien n'est entrepris dans les prochaines semaines, un petit peuple, déjà décimé par une atroce guerre de conquête, risque de disparaître de la surface de la Terre. Ce serait, évidemment, de la place pour les conquérants indonésiens...

Christian RUDEL

in: La Croix, 28/12/1979